

EN DEFENSE DE LA REVOLUTION ALGERIENNE

La Révolution Algérienne est entrée effectivement dans sa phase décisive.

Tandis que les mesures révolutionnaires se multiplient dans la direction d'une transformation du pays en Etat ayant les structures économiques et sociales fondamentales d'un Etat ouvrier, les menaces contre-révolutionnaires intérieures et extérieures se précèdent.

En réalité, comme nous l'écrivions encore récemment, une lutte à mort est engagée entre la contre-révolution sous toutes ses formes et la révolution en Algérie.

L'approbation populaire de la nouvelle constitution et de Ben Bella en tant que premier Président de la République Algérienne, démocratique et populaire, a permis à ce dernier de reformer son équipe gouvernementale et de passer à la prise de toute une série de mesures annonçant les nationalisations de propriétés agricoles, industrielles et commerciales.

Des grands hôtels, restaurants, cafés, financièrement contrôlés par de riches Algériens, ainsi que des usines importantes comme l'huilerie TAMZANI, l'entreprise « Isolation et Bâtiment », etc., furent nationalisés et mises sous gestion ouvrière.

Dans quelques jours, une Loi étendra la Réforme Agraire sur le restant des terres des colons et sur 300.000 hectares de nouvelles terres appartenant à de riches Algériens.

Par ailleurs, tous les journaux français par lesquels se véhiculait la politique néo-colonialiste de l'impérialisme français furent interdits et leurs installations nationalisées.

Devant cette accélération du processus irréversible conduisant l'Algérie vers les structures caractéristiques d'un Etat ouvrier, la contre-révolution est déchaînée.

L'impérialisme français, par la bouche de De Broglie, reconnaît son impuissance pour stopper cette évolution du pays, « regrette » celle-ci et annonce des restrictions sévères de son « aide » économique et technique en guise de représailles contre ce qu'il considère être une atteinte « aux intérêts français en Algérie ».

La presse capitaliste internationale ne cesse de consacrer des commentaires pleins de haine pour Ben Bella « le Castro de l'Afrique » (1) et son régime, considéré comme résolument engagé dans la voie du socialisme abolissant les droits de la propriété privée.

A l'intérieur même du régime, la réaction des grands propriétaires terriens et des capitalistes algériens, aussi limités qu'ils soient en nombre, s'accroît.

Cette réaction est épanouie par celle des néo-bourgeois qui se sont enrichis, profitant de la confusion et des insuffisances qui règnent encore dans le domaine de la légalisation et des structures en mesure d'appliquer efficacement la politique révolutionnaire du régime, ainsi que par celle des éléments potentiellement bourgeois de l'administration, de l'Etat et de l'économie, aspirant à

un mode de vie bourgeois dans un cadre national, style néo-colonialiste.

Il est hautement significatif que c'est à la veille de l'extension prévue de la Réforme Agraire et des nationalisations importantes, y compris dans le domaine commercial, industriel et financier, que la tension a subitement monté à l'intérieur du pays et aux frontières algéro-marocaines.

A l'intérieur, il y a eu la dissidence ouverte du colonel Mohand Ou El Hadj, ex-chef de la Wilaya 3 (de Kabylie) et commandant de la 7ème Région militaire, qui s'est déclaré membre du « Front des Forces Socialistes » dirigé par Ait Ahmed, et qui appelle à résister au gouvernement « illégal » du Président Ben Bella.

La Kabylie, région pauvre, surpeuplée, connaissant un très grand chômage et habitée par une population berbère plus ou moins arabisée, est activement travaillée depuis plusieurs mois déjà, par toute une série de leaders politiques dont certains ont joué un rôle de premier plan dans la guerre de Libération, et passés, pour des raisons diverses, dans l'opposition au régime.

par Michel PABLO

Il ne fait aucun doute que l'impérialisme s'efforce de provoquer une rupture entre la Kabylie et le régime sur un plan racial et régionaliste, en ravivant l'esprit du « willayisme » et de clans à mentalité politique féodale.

Que des dirigeants et militants algériens, se disant attachés au socialisme, tombent dans ce piège grossier n'est nullement un signe de sagacité politique.

Que le régime d'autre part, ne tienne pas suffisamment compte dans toute sa pratique, de l'existence réelle en Algérie d'un problème national (2) serait également une erreur.

Mais le régime ne commettra pas cette erreur, car il aura le souci permanent d'éviter toute discrimination envers la Kabylie d'accorder une aide prioritaire à la Kabylie et aux autres régions déshéritées du pays, et garantir pleinement les droits culturels particuliers des populations Kabyles et Berbères en général.

A l'extérieur, la principale menace contre le développement socialiste de la révolution, provient du Maroc où le régime féodo-capitaliste est littéralement aux abois.

Il est naturel que la progression de la révolution algérienne se répercute avant tout sur les pays limitrophes et particulièrement au Maroc où la terre est, dans sa quasi totalité, entre les mains des féodaux indigènes et des colons européens (3).

Ce qui explique la répression sauvage qui s'est abattue dernièrement sur toutes les forces progressistes du pays, opposées au régime dictatorial du roi, et qui furent accusées de complot en connivence avec le gouvernement algérien contre ce régime.

Ce qui explique également les mesures répressives prises actuellement contre les citoyens algériens vivant sur le sol du Maroc, spoliés et refoulés en masse vers l'Algérie, ainsi que la concentration des forces importantes de l'Armée Marocaine sur les frontières algéro-marocaines. Derrière ces agissements, la main de l'impérialisme français et probablement américain est visible.

Ainsi au moment même où les mesures révolutionnaires s'amplifient en Algérie, rapprochant le moment où ce pays aura les structures fondamentales d'un Etat ouvrier, la réaction et l'impérialisme précipitent la mise en place de leurs dispositifs de guerre sous toutes les formes, contre la révolution socialiste algérienne.

Dans ces conditions tout refus de soutien et même tout attentisme de la gauche européenne envers cette révolution, équivaudrait à une véritable trahison.

Heureusement que les Etats Ouvriers, l'URSS en tête, volent déjà au secours de la révolution algérienne.

Que le prolétariat européen montre à son tour sa solidarité de classe agissante envers les ouvriers et paysans d'Algérie libérée, irrévocablement engagée dans la voie du socialisme.

Que la mobilisation des masses ouvrières européennes désarme la main criminelle de l'impérialisme se préparant à frapper la révolution algérienne victorieuse.

Que toutes les organisations ouvrières sans exclusive forment au plus vite un puissant front unique pour la défense politique, matérielle et morale de la révolution algérienne.

L'heure est à l'action pour que vive et se développe la Première Révolution Socialiste Africaine, Arabe, et Méditerranéenne, à la proximité immédiate des centres du prolétariat.

P. S. — Lors du meeting historique qui a eu lieu cet après-midi devant le Palais du Gouvernement à Alger, Ben Bella a annoncé l'extension de la Réforme Agraire sur l'ensemble des terres des colons (2.700.000 hectares) et leur mise sous gestion ouvrière. A noter qu'aucun Etat Ouvrier ne possède à l'heure actuelle un secteur agricole d'une étendue si considérable soumis au régime de l'autogestion démocratique ouvrière.

Ainsi une étape décisive dans la transformation structurelle du pays vient d'être franchie. L'offensive de la réaction et de l'impérialisme, comme dans le cas de Cuba ne fait qu'accélérer la progression socialiste de la Révolution.

1 octobre 1963.

(1) Voir, entre autres, l'éditorial du « Journal de Genève », « Ben Bella a gagné », du 9-9-1963.

(2) Dont nous avons signalé l'importance déjà en août 1962.

(3) Les dernières mesures de nationalisation de terres de colons annoncées au Maroc sont un évident résultat de la politique du gouvernement Ben Bella en Algérie.

" La Voix Communiste "

mise en accusation par Serge Weinstock

un de ses anciens rédacteurs

Camarades

Ancien militant de la « Voix Communiste », j'ai adressé aux camarades de ce groupe une lettre exposant mon désaccord avec leur attitude actuelle vis-à-vis de la Révolution algérienne. La « Voix Communiste » pouvait ce qui était son droit ne pas publier cette lettre. Elle a préféré déformer ma pensée en publiant dix lignes de morceaux tronqués de ma lettre.

Si on consulte la collection de la « Voix Communiste », on est cependant amené à constater que les camarades de ce groupe n'ont pas toujours trouvé mauvais ce que j'écrivais. Aujourd'hui, ils préfèrent les « lettres de lecteurs » qui promettent la corde aux dirigeants algériens (voir numéro de juin-juillet de la « Voix Communiste ») bien qu'ils s'efforcent de les désavouer ensuite.

Devant le procédé de la « Voix Communiste » à l'égard de ma lettre, je suis conduit à demander à « l'Internationale » de me donner la possibilité de m'exprimer.

Deux rectificatifs au texte qui suit : le chiffre 700.000 hectares de terres en autogestion est maintenant très largement dépassé. Par ailleurs la tentative contre-révolutionnaire menée actuellement montre que l'arrestation de Boudiaf n'était pas une faute.

Le 4-10-1963

S. Weinstock

Catherine Rivier demande, dans le numéro de juillet de la « Voie » que les ouvriers et les paysans algériens gèrent les domaines et les usines. Comme si le secteur de l'autogestion n'embranchait pas déjà quelques 700.000 hectares dans l'agriculture, et environ le dixième des emplois industriels. L'autogestion, née d'une réaction spontanée des ouvriers et des paysans, avait certainement, à ce niveau, des limites et des déformations. Aujourd'hui, la spontanéité est dépassée, les décrets de mars ayant marqué en même temps qu'une extension quantitative du secteur autogéré, le début d'un bond qualitatif. Le Bureau National d'Animation du Secteur Socialiste (BNASS) intervient pour que les ouvriers constituent eux-mêmes les listes de candidats aux conseils ouvriers, pour que les candidats soient personnellement connus de ceux qui les désignent, pour que la signification du vote soit pleinement comprise (voir reportage dans « El Moudjahid » du 8 juin). Des brigades

de soutien à l'autogestion associées à cette expérience des travailleurs du secteur capitaliste ou des services publics. En même temps, se développe une campagne contre la bureaucratisme de l'autogestion, pour que les membres des comités de gestion ou des conseils de travailleurs « ne s'installent pas dans les bureaux, ne s'assurent pas une rémunération privilégiée par rapport aux autres travailleurs et ne les commandent pas bureaucratiquement » (Le Peuple 1-8-1963)

Cette expérience de démocratie ouvrière et paysanne authentique au niveau des entreprises autogérées, la « Voie » fait ce qu'elle peut pour la cacher à ses lecteurs. Dans le numéro d'avril, on commente les décrets sur l'autogestion en mentionnant deux fois, et par allusion, les comités de gestion, ceci dans un ensemble de textes qui occupent deux pages du journal. Il s'agit de faire croire au lecteur que les nationalisations algériennes ne sont pas différentes de celles que peut effectuer un état bourgeois. D'ailleurs, C. Rivier compare ces nationalisations à celles de Nasser, et fait un amalgame entre les comités de gestion et des comités populaires égyptiens qui, s'ils existent ailleurs que sur le papier, n'ont rien à voir avec des organes de gestion des entreprises par les travailleurs.

Notre position à l'égard de l'autogestion en Algérie est parfaitement contradictoire : il s'agirait, à la fois de mesures « en elles-mêmes extrêmement positives » et de « pseudo-nationalisations », de « nationalisations plus symboliques que réellement efficaces », de mesures « révolutionnaires » entre guillemets.

Ces appréciations ne découlent nullement d'une analyse concrète des faits, mais d'un dogme : aucun approfondissement de la révolution coloniale, aucun pas en avant ne sont possibles sans la création préalable d'un Parti pour « encadrer » les masses. Ce dogme étant posé, tout ce qui peut être fait en Algérie dans le sens de la démocratie pour les ouvriers et les paysans est condamné d'avance sans appel. Il vous faut une révolution se développant selon un plan soigneusement préparé. Qu'on nationalise des grands domaines ici, des cinémas et des hôtels là, c'est pour vous de l'« anarchie ». Il n'est pourtant pas difficile de comprendre que la Révolution se fraye son chemin comme elle peut : là où l'exploiteur colonialiste a fui, là où le profiteur algérien veut s'installer à sa place, là où l'on chasse le gros colon.

Nous nous sommes abstenus jusqu'à présent de polémiquer avec « La Voie Communiste ». Mais cette publication, après avoir accordé son soutien aux sectaires bornés du P.R.S. et tenté de se justifier par des thèses ultra-gauchistes, en vient maintenant à soutenir les entreprises réactionnaires du prétendu « Front des forces socialistes ». La publication de larges extraits de la lettre que S. Weinstock adressa en vain à « La Voie Communiste » dont il fut un des rédacteurs, montre que notre appréciation est partagée. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir sur les positions de ce journal.

Sans que cela soit déterminant, on peut d'ailleurs penser que l'appréciation de Guevarra est intéressante lorsqu'il dit que l'Algérie ressemble à Cuba, et non à l'Egypte, car il y a lieu de présumer qu'il s'y connaît. Bien sûr tout n'est pas résolu en Algérie. On ne peut d'un trait de plume liquider l'arriération économique héritée du colonialisme et les conséquences de 7 années de guerre. D'autre part, il est vrai que, si la Révolution Algérienne est allée plus loin que toute autre dans le domaine de la gestion des entreprises par les travailleurs, ceux-ci ne gèrent pas encore l'Etat. Personne ne croit que le socialisme jaillira spontanément de l'autogestion. Mais celle-ci, en suscitant l'enthousiasme des masses, en étant soutenue par des formes spécifiques de mobilisation de l'avant-garde n'est-elle pas la précondition de la structuration de cette avant-garde, et le pas le plus décisif vers le pouvoir des ouvriers et des paysans ?

La « Voie » salue « la courageuse position d'Ait Ahmed », en se gardant bien de dire qu'il est pour « un gouvernement d'union nationale », ce qui signifie — c'est lui qui le précise — « faire sa place à la bourgeoisie représentée par Ferhat Abbas (Monde du 11-7-63). Vous approuverez sans doute aussi Krim Belkacem, porteur d'une « opposition d'unité nationale » qui appelle à l'union de tous, y compris les commerçants et le proche au pouvoir de « désorganiser les structures du pays » (c'est à dire de porter atteinte aux structures bourgeoises et féodales) sans parler de ses excitations chauvines contre les « cerveaux étrangers », c'est-à-dire contre ceux qui aident à la transformation socialiste de l'Algérie (par exemple, Pablo, dont la présence au BNASS vous déplaît si fort).

Quand, en invoquant à chaque ligne le marxisme-léninisme, on en vient sous prétexte que la Révolution algérienne refuse d'entrer dans les schémas abstraits qu'on voudrait lui imposer, à proclamer sa solidarité avec les expressions de la bourgeoisie réactionnaire, on ne fait que discréditer les idées dont on se réclame.

La Révolution algérienne a le droit de se défendre également contre ceux qui, par sectarisme et par aveuglement, agissent, en fait, dans le même sens que les forces bourgeoises. Au surplus, et même si l'arrestation de Boudiaf était une faute, ce qui n'est pas prouvé, cela ne changerait rien à l'appréciation d'ensemble que l'on

(Suite en page 7.)